



**Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision portant sur la détermination des marchés pertinents relatifs à la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles français en métropole et en outre-mer, la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et les obligations imposées à ce titre pour la période 2011-2013**

**Consultation publique du 9 septembre au 11 octobre 2010**

Le présent projet de décision reprend l'intégralité des éléments déjà présentés par l'ARCEP lors de sa consultation publique au printemps 2010 sur le 3<sup>ème</sup> cycle d'analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile.

La position de SFR sur cette analyse reste la même :

- La définition des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal mobile et la puissance des opérateurs sur ces marchés relèvent d'une construction théorique « ad hoc » ;
- Les prétendus problèmes concurrentiels sur les marchés de terminaison d'appel vocal ne sont pas avérés et l'on constate d'ailleurs une baisse tendancielle de la part des appels on-net dans le volume total des appels sortants depuis de nombreuses années ;
- La convergence « fixe-mobile » reste encore largement hypothétique et n'affectera pas le marché à l'horizon de la présente analyse ;
- Les baisses tarifaires des terminaisons d'appel mobile présentent plus de risques réels d'inconvénients que d'avantages supposés, avec des impacts négatifs d'une part sur les prix de détail mobiles par effet de « vases communicants » ou « waterbed effect » et d'autre part sur le parc de clients prépayés.

SFR renvoie sur ces points à ses précédentes contributions aux analyses des marchés de gros de la terminaison d'appel mobile.

**1. Les enseignements à tirer de la comparaison internationale des tarifs de terminaison d'appel mobile ne doivent pas être négligés.**

Au-delà de ces éléments bien connus de l'ARCEP, SFR souhaite insister encore une fois sur l'importance de la comparaison européenne, qui reste un élément majeur d'appréciation que l'ARCEP doit prendre en compte.

En effet, la mise en œuvre d'une régulation sur la base du « coût incrémental » doit se faire dans le souci d'une harmonisation européenne, sans que la France, qui part d'un niveau plus bas, ne soit ni en avance ni en retard par rapport aux autres pays européens.

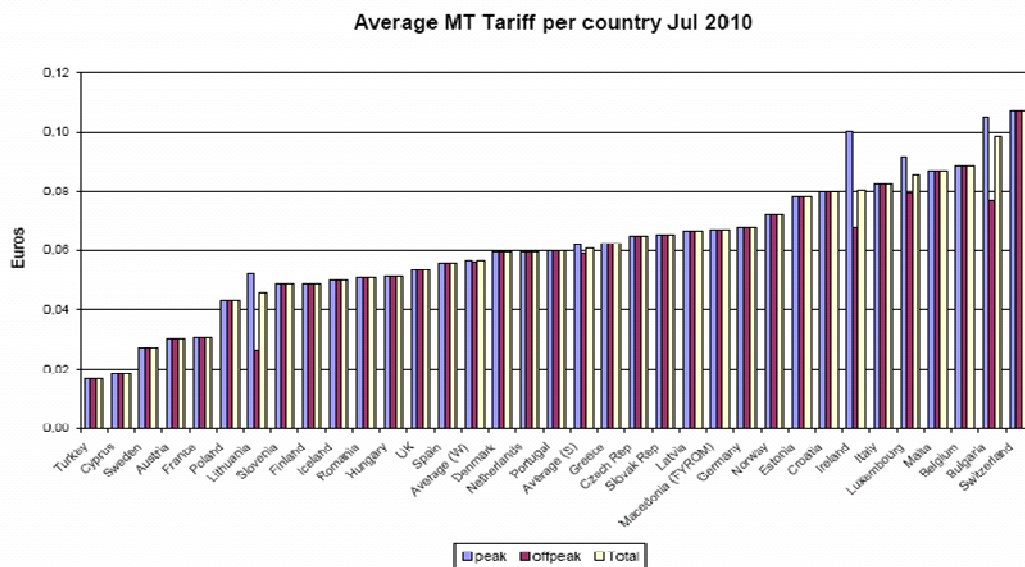
Dans son projet de décision, « l'Autorité estime ainsi que cette comparaison internationale des tarifs de terminaison d'appel, qui ne donne qu'indirectement des informations sur les coûts, ne peut apporter dans la phase de transition actuelle qu'un éclairage très partiel sur les coûts incrémentaux d'un opérateur de réseau mobile français et apporte principalement des éléments de contexte sur l'évolution des tarifs de terminaison d'appel en Europe. »



SFR considère pour sa part que la comparaison tarifaire européenne se révèle essentielle dans un objectif d'harmonisation de la régulation tarifaire des terminaisons d'appel entre les différents Etats Membres.

Cet exercice permet en effet de prendre la mesure, dans les différents pays, du rythme de mise en œuvre de la Recommandation du 7 mai 2009 de la Commission européenne, qui appelle une référence aux coûts incrémentaux au 31 décembre 2012 au plus tard.

Selon le dernier benchmark du BEREC (au 1er juillet 2010), la France se situait dans le bas de la « fourchette » après la Turquie, Chypre, la Suède et l'Autriche, la moyenne européenne étant de 5,65 c€/min alors que la France était à 3,07 c€/min, soit -45,7%.



On constate par ailleurs que seuls quelques pays ont d'ores et déjà décidé d'appliquer la Recommandation du 7 mai 2009 de la Commission européenne avec une cible vers les coûts incrémentaux (décision adoptée en Belgique et aux Pays-Bas, projet de décision au Royaume-Uni). Mis à part ces cas encore isolés, les évolutions attendues des tarifs de terminaison d'appel mobile, dans les pays et concernant des opérateurs comparables, confirment un positionnement de la France dans le bas de la « fourchette » :

- en Italie, les niveaux tarifaires ont été fixés à 4,5 c€/min au 1<sup>er</sup> juillet 2012. D'ici là, pour les deux premiers opérateurs : 6,6 c€/min au 1<sup>er</sup> juillet 2010 et 5,3 c€/min au 1<sup>er</sup> juillet 2011 ;
- en Espagne, les niveaux tarifaires ont été fixés à 4,95 c€/min au 16 octobre 2010, 4,45 c€/min au 16 avril 2011 et 4,00 c€/min du 16 octobre 2011 au 15 avril 2012 ;
- au Portugal, les niveaux tarifaires ont été fixés à 3,5 c€/min au 24 août 2011.



Il s'agit ainsi de ne pas continuer à défavoriser les opérateurs français par rapport à leurs homologues européens, alors même que les plafonds tarifaires de terminaison d'appel mobile retenus par l'ARCEP ont été systématiquement très largement inférieurs à la moyenne européenne sur les 4 dernières années, ce qui est à l'origine d'une perte cumulée du solde d'interconnexion international français de l'ordre de 100 M€.

**Au regard de cette analyse, il convient donc, comme l'envisage effectivement le projet de décision de l'ARCEP, de prolonger sur les six premiers mois du troisième cycle les plafonds tarifaires de SFR, entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2010 et plus précisément le plafond tarifaire de 3 c€/min.**

**Pour la suite du cycle triennal, SFR estime qu'il serait raisonnable et proportionné d'envisager un palier intermédiaire dont le niveau ne soit pas inférieur à la moyenne européenne qui se dégagera entre la période du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 31 décembre 2012.**

**La comparaison internationale permet également de dresser un état des lieux sur les écarts résiduels des tarifs de terminaison d'appel mobile entre opérateurs dans les autres pays européens et de constater ainsi que l'asymétrie tarifaire encore accordée à Bouygues Télécom en France fait totalement figure d'exception en Europe, notamment au regard de son ancienneté sur le marché.**

## **2. L'asymétrie tarifaire en faveur de Bouygues Telecom doit être supprimée dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011.**

Si l'on examine la situation au niveau national, dans son arrêt du 24 juillet 2009, le Conseil d'Etat considérait que « *pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2010, et suivant les hypothèses de trafic les plus vraisemblables, le montant de l'asymétrie consentie à Bouygues Telecom est susceptible d'aboutir à une compensation partielle du déséquilibre qu'elle a pour objet d'atténuer.* »

Les données réelles de trafic aujourd'hui disponibles du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 avril 2010 appliquées aux « *pièces du dossier et de l'audience d'instruction* » qui avaient convaincu le Conseil d'Etat du caractère disproportionné de l'asymétrie décidée par l'ARCEP pour le 2<sup>nd</sup> semestre 2010, confirment au contraire que l'asymétrie tarifaire accordée à Bouygues Telecom a conduit à lui faire bénéficier, sur l'ensemble de la période d'une année, d'un transfert financier supérieur au déficit qu'elle avait pour objet d'atténuer.

Cette situation est très éloignée de la « *compensation partielle* » imposée par le Conseil d'Etat pour éviter de conduire à une asymétrie disproportionnée.



L'asymétrie tarifaire accordée par l'ARCEP à Bouygues Telecom sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2009 au 30 juin 2010 révèle finalement un transfert financier de 160 M€ qui est donc largement supérieur au « déficit subi » par Bouygues Telecom de l'ordre de 90 M€ correspondant à une compensation totale, comme le montre le tableau suivant :

Coût incrémental évalué à 1,23 c€/min Paramètres : TA SFR/OF 4,5 c€/min - TA ByT 6 c€/min	Observé (juillet-09 à décembre-09)						Réalisé 2009-S2	Estimé 2010-S1	S2 2009 à S1 2010
	juil-09	août-09	sept-09	oct-09	nov-09	déc-09			
Déséquilibre de trafic subi par Bouygues (Mmin) (réel SFR + estimé Orange)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Ecart coût incrémental/tarif de TA (c€/min)	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27	3,27
Flux financier créant un "déséquilibre concurrentiel" au détriment de Bouygues (M€)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Volume de trafic entrant sur le réseau Bouygues sur lequel l'opérateur perçoit une asymétrie de TA (estimé)	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]	[SDA]
Asymétrie permettant à Bouygues de compenser totalement les flux financiers à l'origine du "déséquilibre concurrentiel"	0,84	0,76	0,82	0,86	0,84	0,88	0,83	0,84	0,84
Asymétrie tarifaire résultant de la décision ARCEP	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
<b>Compensation totale (M€)</b>	<b>7,3</b>	<b>6,6</b>	<b>7,1</b>	<b>7,5</b>	<b>7,3</b>	<b>7,7</b>	<b>43,6</b>	<b>45,6</b>	<b>89,3</b>
<b>Compensation accordée par l'ARCEP (M€)</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>13,1</b>	<b>78,7</b>	<b>81,2</b>	<b>159,9</b>
<b>Surcompensation accordée à Bouygues Télécom par l'ARCEP (M€)</b>	<b>10,9</b>	<b>11,1</b>	<b>11,0</b>	<b>10,9</b>	<b>10,9</b>	<b>10,8</b>	<b>65,6</b>	<b>67,5</b>	<b>133,2</b>

Dans ces conditions, SFR estime que le projet de décision de l'ARCEP n'est pas justifié, dans la mesure où il prévoit que « pour ce premier palier, le niveau de l'asymétrie de Bouygues Télécom est donc maintenu. Il sera a minima réduit au cours du deuxième palier, qui prendra effet au 1<sup>er</sup> juillet 2011. » L'ARCEP doit, au contraire, impérativement et dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011, mettre fin à l'asymétrie tarifaire dont bénéficie Bouygues Telecom.

L'ARCEP estime que « dans le cas d'un maintien des niveaux actuels des tarifs de terminaison d'appel d'Orange France et SFR, les données d'interconnexion les plus récentes justifient le maintien également de l'asymétrie de Bouygues Telecom. <sup>1</sup> » SFR considère pour sa part que les données de trafic confirment une tendance à la stabilisation du déséquilibre de trafic de Bouygues Telecom et qu'il convient de mettre un terme au transfert financier lié à l'asymétrie tarifaire dont il bénéficie depuis de nombreuses années.

### 3. Certains points de méthode restent à préciser pour l'estimation du coût incrémental de long terme.

L'ARCEP évoque dans son projet de décision les travaux de mise à jour de son modèle technico-économique visant à obtenir une estimation plus affinée des coûts incrémentaux et donc du niveau cible du tarif de terminaison d'appel en métropole.

<sup>1</sup> Voir le projet de décision, page 65



La quantité de fréquences nécessaire à l'activité d'un opérateur mobile est fonction de son volume de trafic, y compris entrant. Il est donc justifié de prendre en compte les coûts associés à cet incrément de spectre dans l'évaluation des incréments. L'ARCEP a d'ailleurs jugé, lors de l'attribution de la 4<sup>ème</sup> licence, qu'il était raisonnable de supposer un coût linéaire au MHz.

**4. Le plafond tarifaire de la terminaison d'appel de Free Mobile devrait être fixé dès 2011 pour assurer la prévisibilité du secteur et son niveau devrait « suivre » celui de ses concurrents.**

L'ARCEP annonce d'ores et déjà que les raisonnements qui figurent dans son analyse de marché s'appliqueront également à Free Mobile, dès lors que cet opérateur fournira une prestation de terminaison d'appel<sup>2</sup>.

Cependant, l'ARCEP estime que « *les obligations imposées peuvent toutefois être adaptées et proportionnées à la situation de chaque opérateur.* »<sup>3</sup>

SFR considère pour sa part que la situation de nouvel entrant ne doit pas non plus conduire à le favoriser injustement au détriment de ses concurrents : l'asymétrie dont il pourrait éventuellement faire l'objet devrait être, en tout état de cause, limité en valeur relative (en % par rapport aux plafonds tarifaires des autres opérateurs) et son plafond tarifaire devrait être fixé dès 2011 au terme d'une analyse prospective, sans attendre qu'il soit « actif commercialement » comme le prévoit l'ARCEP, et ce, afin d'assurer aux opérateurs la visibilité suffisante. SFR sera particulièrement vigilante au respect de l'équilibre concurrentiel dans le contrôle tarifaire que l'ARCEP exercera vis-à-vis du 4<sup>ème</sup> entrant.

**5. Le contrôle tarifaire de l'ARCEP doit laisser les opérateurs libres de définir leur structure tarifaire.**

Les plafonds tarifaires applicables aux terminaisons d'appel vocal mobile doivent laisser aux opérateurs la liberté de choisir la structure tarifaire adaptée à leur architecture de réseau, d'un point de vue technico-économique.

SFR approuve donc le choix de l'ARCEP de prolonger pour les six premiers mois de l'année 2011 les obligations actuellement en vigueur (i.e. obligation d'orientation vers les coûts avec un encadrement tarifaire pour la seule prestation IZA). Pour la suite du contrôle tarifaire et la prochaine décision de l'ARCEP, celle-ci devrait continuer à laisser aux opérateurs la possibilité de pratiquer des tarifs différenciés en fonction du point de livraison du trafic (tarif intra-zone arrière et tarif extra-zone arrière ou tarif en zone non dense et tarif en zone dense).

Dans la mesure où les opérateurs peuvent livrer leur trafic à l'endroit qu'ils souhaitent sur le réseau de SFR, il n'y a donc pas lieu de réguler le tarif extra-zone arrière pour la suite du 3<sup>ème</sup> cycle.

---

<sup>2</sup> Voir le projet de décision, page 12

<sup>3</sup> Voir le projet de décision, page 36